



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 4 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUVALIS**

La Galinière- RD7N 13790 Chateauneuf-le-Rouge  
13790 Châteauneuf-le-Rouge

Références : E/26-0547  
Code AIOT : 0006516810

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement AUVALIS implanté RD 406 - RD 231 ZAC du Couternois, Lot ACb 77700 Serris. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUVALIS
- RD 406 - RD 231 ZAC du Couternois, Lot ACb 77700 Serris
- Code AIOT : 0006516810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement AUVALIS est implanté dans la Z.A.C. du Courtenois, sur le territoire de la commune de SERRIS. Le terrain représente une surface de 128.375 m<sup>2</sup> dont 6 000 m<sup>2</sup> sont couverts.

Cet entrepôt est dédié au stockage, au conditionnement et à la logistique de produits alimentaires, alcools de bouche, matières plastiques, produits manufacturés divers, de produits dangereux pour l'environnement (eau de javel), de bombes aérosol et de produits solides facilement inflammables. Elle emploie 200 salariés sur le site de SERRIS.

L'établissement AUVALIS dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018.

Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est classé « seveso seuil bas » par règle de dépassement direct de ses substances stockées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	États des stocks,	Arrêté Préfectoral du 19/03/2018, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suites 2024 - Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 1.6.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suites 2024 - Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 18/03/2014, article 8.4.2	Demande d'action corrective	4 mois
7	Suites POI – Contenu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite Plan d'opération interne – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Suites POI – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Suites POI – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Suites POI – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Stockage	AP Complémentaire du 19/03/2018, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
16	Plan d'opération interne – Contenu	Code de l'environnement, article L. 515-41	Demande d'action corrective	3 mois
17	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
18	Détection de fumée	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 7.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suite 2024 Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.5 et article 7.8.2	Sans objet
5	Suite 2024 Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.6	Sans objet
6	Suite 2024 Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.7	Sans objet
12	Suites POI – Contenu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 53	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.1	Sans objet
15	Plan d'opération interne – Élaboration et périodicité de test	Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 2.7 et 7.8.5.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs suites des dernières inspections n'ont pas été prises en compte. L'exploitant est cependant en train d'élaborer une nouvelle version de son Plan d'Opération Interne (POI) pour laquelle il s'est engagé à fournir une version validée pour juin 2026. Cette version devrait répondre à plusieurs anciens constats de l'inspection des installations classées.

L'entrepôt est globalement bien organisé cependant lors de l'inspection, des non conformités de stockage dans la partie des produits combustibles, mélangés à des aérosols, ont été constatés. Un défaut logiciel semble en être responsable et l'exploitant qui a remédié au problème de stockage de manière réactive devra apporter une solution dans les plus brefs délais tout en s'assurant de mettre en place les mesures compensatoires entre-temps.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : États des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2018, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ÉTAT DES STOCKS
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf. tableau des rubriques de l'APC)
<b>Constats :</b> <i><b>Suite n°20250506-9 :</b> L'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires afin d'assurer l'accessibilité et la mise à disposition permanente du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires de l'état des matières stockées pour chaque zone d'activité ou de stockage.</i>

L'état des stocks présenté en inspection présente un état par rubrique en précisant les codes des mentions de danger et permet également de connaître les états par cellule.

**La suite n°20250506-9 de l'inspection du 06 mai 2025 est levée.**

L'état des stocks de certaines rubriques est une compilation de plusieurs rubriques par mention de danger. De ce fait, seul le cumul apparaît et non pas le détail des rubriques. Aussi, il n'est pas possible de vérifier le seuil individuel de ces rubriques.

De plus, le porter à connaissance déposé en 2025 mentionne la disparition de certains cumuls de plusieurs rubriques, une mise à jour du format de l'état des stocks est donc nécessaire.

**Suite n°20260213-1 : l'exploitant devra mettre à jour le format de son état des stocks en faisant apparaître le détail des rubriques et en supprimant les cumuls qui ne sont plus pertinents.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Suites 2024 - Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 1.6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Plan des réseaux

### **Prescription contrôlée :**

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

### **Constats :**

**Non-conformité n°20240416-1 :** *Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte ne fait pas apparaître les éléments requis à l'article 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.*

Le plan de 2021 n'a pas été modifié. Un code de couleur existe pourtant sur les réseaux mais ces derniers ne sont pas explicités.

A l'issue de la discussion, l'exploitant a proposé de mettre à jour son plan et rajouter un cartouche permettant de distinguer les différents réseaux.

<b>La non-conformité n°20240416-1 de l'inspection du 16 avril 2024 n'est pas levée. L'exploitant devra présenter un plan mis à jour faisant apparaître les ouvrages et les natures des réseaux d'eau.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Suites 2024 - Atelier de charge d'accumulateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/03/2014, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sols, murs et rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des locaux de charge sont étanches, incombustibles et traités anti-acide. Les murs sont recouverts d'un revêtement anti-acide sur une hauteur minimale de 1 mètre. Les eaux résiduaires (acides) sont collectées dans un bac étanche.
<b>Constats :</b>  <b>Observation n°20240416-2 :</b> <i>L'exploitant ne réalise pas les actions nécessaires au maintien de l'efficacité des traitements des sols des locaux de charges.</i>  L'exploitant a indiqué avoir réalisé un devis auprès d'un prestataire et se heurte à des difficultés de planning. Du fait des temps de séchage, la réalisation des travaux entraînerait un délai de non disponibilité notable du local. Des alternatives sont recherchées. L'exploitant s'est cependant engagé à réaliser les travaux d'ici fin juin.  <b>L'observation n°20240416-2 de l'inspection du 16 avril 2024 n'est pas levée. Les travaux devront être réalisés d'ici fin juin.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 4 : Atelier de charge d'accumulateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.5 et article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux de charge sont dotés d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.  Article 7.8.2. Entretien des moyens d'intervention  Ces équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations

<p>classées.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Des essais et des visites périodiques du matériel, des moyens de secours et également des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales doivent être effectués aussi souvent que nécessaire et <i>a minima</i> annuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°20240416-3 :</b> <i>L'exploitant ne réalise pas l'entretien annuel réglementaire des extincteurs.</i></p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs date de moins d'un an en mars 2025 dont les rapports avaient déjà été transmis en 2025.</p> <p>L'exploitant veillera cependant à planifier les contrôles 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

**N° 5 : Suite 2024 Atelier de charge d'accumulateurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°20240416-4 :</b> <i>L'exploitant ne réalise pas de vérification des installations après travaux et avant reprise d'activité pour les travaux ayant nécessité l'élaboration d'un permis feu.</i></p> <p>L'exploitant a présenté en séance ses derniers permis de feu.</p> <p>Le modèle n'a pas été changé depuis la dernière inspection mais un modèle existe pour le prestataire FM et devrait se généraliser pour les cellules Auchan.</p> <p>Les permis délivrés récemment pour Auchan suivent l'ancienne trame. A défaut d'encart traçant les visites après travaux, le responsable du permis de feu trace sur le recto de la feuille la ronde de fin avec son horaire.</p> <p>Les permis numérotés 108 à 110 de juin à septembre 2025 ont tous la mention de la ronde de fin.</p> <p><b>La non-conformité n°20240416-4 de l'inspection du 16 avril 2024 est levée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

**N° 6 : Suite 2024 Atelier de charge d'accumulateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3.</li><li>- l'obligation du "permis de travail" pour les parties de l'installation visées au point 4.3.</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li></ul>
<b>Constats :</b>  <i><b>Non-conformité n°20240416-5 :</b> L'exploitant ne respecte pas les consignes de sécurité affichées à l'entrée des locaux de charge de l'établissement.</i>  Le jour de l'inspection, l'Inspection a constaté que des palettes étaient toujours entreposées dans le local de charge. L'exploitant les a fait retirer pendant le déroulement de la visite.  <b>La non-conformité n°20240416-5 de l'inspection du 16 avril 2024 est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Suites POI – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches scénario
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]
<b>Constats :</b> <i><b>Suite n°20250506-4 :</b> La version 5 du POI ne définit pas, pour chaque situation ou événement prévisible, la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences.</i>  L'exploitant a présenté en séance la version 6 prévue pour juin 2026, celle-ci intègre des scénarios pour les situations ou événements prévisibles.



Celle-ci sera transmise à l'Inspection une fois qu'elle est finalisée.
<b>La suite n°20250506-4 de l'inspection du 6 mai 2025 n'est pas levée, la version actualisée du POI, prévue pour juin 2026, doit être transmise à l'Inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Suite Plan d'opération interne – Formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreprises extérieures et intervenants
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...]
<b>Constats :</b>  <i><b>Suite n°20250506-5 :</b> L'exploitant s'assurera que l'ensemble du personnel d'exploitation (salariés et intérimaires) pouvant contribuer à la mise en œuvre des moyens d'intervention soit formé à leur manœuvre et veillera au respect des périodicités de recyclage de ces formations.</i>  L'exploitant a indiqué avoir réalisé des formations « extincteur ». Les attestations de présence n'ont pas été présentées. La liste des formations des équipes de première intervention n'a pas été mise à jour non plus.  <b>La suite n°20250506-5 de l'inspection du 06 mai 2025 n'est pas levée. L'exploitant devra transmettre les attestations de formation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Suites POI – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreprises extérieures et intervenants
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;[...]</p>

**Constats :**

**Suite n°20250506-6 :** *L'exploitant devra identifier, pour chaque fonction définie dans son POI, les agents pouvant occuper ces fonctions et veiller à leur formation.*

Le POI en projet V6 intègre le rôle du personnel.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé des formations "équipe de première intervention" en septembre/octobre 2025 et un nouvel exercice POI le 25/11/2025. Pour ce dernier un rapport d'un organisme externe a été présenté.

Pour les formations, les attestations de présences n'ont pas été présentées en séance.

**La suite n°20250506-6 de l'inspection du 06 mai 2025 n'est pas levée. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection son POI mis à jour ainsi que les attestations de formation de l'équipe de première intervention.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Suites POI – Contenu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prélèvements environnementaux

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]

**Constats :**

**Suite n°20250506-7 :** *L'exploitant devra justifier l'existence d'un contrat avec son organisme habilité à mener les premiers prélèvements environnementaux dans des délais adéquats au regard des cinétiques de développement des phénomènes dangereux susceptibles de survenir et mettra à jour*

<p>son POI en conséquence.</p> <p>Un bon de commande auprès d'un organisme extérieur a été émis le 23/01/2026. L'exploitant est dans l'attente de la validation de cet organisme.</p> <p>Bien qu'ayant fait toutes les démarches nécessaires, l'exploitant devra justifier la validation du contrat par l'organisme.</p> <p><b>La suite n°20250506-7 de l'inspection du 06 mai 2025 n'est pas levée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Suites POI – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Suite n°20250506-8 :</b> <i>L'exploitant n'intègre pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur dans son POI.</i></p> <p>Le POI mentionne uniquement une mention de moyen de pompage pour un scénario sans définir le moyen nécessaire ou de prestataire compétent pour la remise en état en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant devra définir les moyens et méthodes nécessaires en fonction du type d'impact (produits de décompositions liés à l'activité, état des sols, rejet eau,...) et/ou définir un prestataire compétent à contacter pour faire face à cette situation.</p> <p><b>La suite n°20250506-8 de l'inspection du 06 mai 2025 n'est pas levée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Suites POI – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tenue des salles de contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...]</p> <p>Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Suite n°20250506-10 :</b> <i>L'exploitant s'interrogera sur le positionnement et la protection du local visant à accueillir le poste de commandement et prendra les mesures nécessaires afin d'assurer son accessibilité permanente.</i></p> <p>Suite à l'inspection de mai 2025 et l'exercice POI fin 2025 en collaboration avec un organisme extérieur, l'exploitant a conclu que le poste de commandement devra être déplacé vers le poste de garde à l'entrée du site dans la mise à jour du POI.</p> <p><b>La suite n°20250506-10 de l'inspection du 06 mai 2025 est levée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2018, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparation des Stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 est modifié comme suit, dans le tableau de répartition des superficies de l'entrepôt, dans la colonne - Caractéristiques - : Cellule 1 = 4053 m2 + 2004 m2.</p> <p>Cette sous-cellule de 2004 m2, dédiée au stockage de gaz et liquides inflammables, comme défini dans l'arrêté du 18/03/2014, disposera donc d'un mur coupe-feu 2 heures au Sud et d'un écran thermique pleine hauteur jusqu'à l'acrotère coupe-feu 2 heures sur les 3 autres façades.</p> <p>Les deux zones de stockage 1412 et 1432* seront séparées par une distance d'au moins 7 m. La zone de stockage des aérosols sera équipée de dispositifs destinés à limiter l'extension d'un éventuel sinistre à cette seule zone.</p> <p>L'ensemble de la sous-cellule sera sprinklé. (...)</p> <p><small>*Ces 2 rubriques ont été modifiées par décret et correspondent aux rubriques 4320 et 4331 désormais</small></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de stockage (sous-cellule 1) d'aérosols inflammables (rubriques 4320 et 4321) et de stockage d'autres produits liquides inflammables (rubrique 4331 et autres) est clairement délimité par un espacement d'au moins 7 mètres. La zone de stockage des aérosols est munie de grillages de protection verticaux.</p> <p>Lors de la visite dans la sous-cellule 1, plusieurs aérosols (produits ménagers, déodorants, etc...) ont été découvert dans la zone de stockage des autres produits liquides inflammables et en dehors de</p>

<p>la zone dédiée aux aérosols.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant a identifié un problème de logiciel pour sa gestion du stockage. En effet le logiciel employé permet de définir des rangées de stockage pour les produits dont l'emplacement n'a pas été encore spécifiquement défini mais ne permet pas de séparer la zone aérosol ou non dans la rangée et ne considère que le risque inflammable.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il déplacerait les palettes au plus vite et cherche une solution pour éviter une nouvelle erreur liée à son logiciel.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a déplacé les palettes concernées et a transmis des photos justifiant la remise en conformité de la zone.</p> <p><b>Suite n°20260213-2 : l'exploitant devra apporter les modifications nécessaires à la gestion de ses stockages afin d'éviter les mélanges des produits incompatibles ou non autorisés. Il veillera à ne pas stocker de produits aérosols inflammables avec les autres produits liquides inflammables pendant la mise en place de son action corrective et mettra toutes les mesures compensatoires nécessaires en attendant.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information sur les matières dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Information sur les matières dangereuses Les récipients mobiles, conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, mélanges dangereux ou déchets le cas échéant, portent en caractères lisibles le nom des produits qu'ils contiennent et, s'il y a lieu, les symboles de danger. Dans le cas de déchets, les dispositions de l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement sont prises en compte.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la zone des produits combustibles, les produits inflammables qui ont été contrôlés par échantillonnage portaient leur mention de danger.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Plan d'opération interne – Élaboration et périodicité de test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 2.7 et article 7.8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Élaboration et test pour les sites Seveso Seuil bas
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 2.7</b></p>

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les documents suivants :

	(...)	
7.8.5.2	Exercices POI	Annuelle
	(...)	

#### Article 7.8.5.2

(...)

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- (1) la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ;
- (2) l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- (3) la formation du personnel intervenant ;
- (4) l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- (5) la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ;
- (6) la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- (7) la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

**Suite n°20250506-1 :** L'exploitant veillera à réaliser annuellement ses exercices POI et à mettre à jour son POI en tant que de besoin. Il transmettra un planning prévisionnel des prochains exercices POI à l'inspection.

Une version 6 du POI est en cours de rédaction avec un engagement de l'exploitant de diffusion pour juin 2026. 2 exercices ont été réalisés en 2025. un en avril 2025 en présence de la DRIEAT et un autre en novembre 2025 ayant donné lieu à un rapport de son prestataire extérieur.

L'exploitant n'a pas encore défini la date de son prochain exercice POI mais celui-ci est prévu au premier semestre 2026.

La mise à jour du POI a déjà été prise en compte dans les autres constats.

**La suite n°20250506-1 de l'inspection du 06 mai 2025 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 16 : Plan d'opération interne – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise en œuvre du POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :  1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;  2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. [...]
<b>Constats :</b>  <b>Suite n°20250506-2 :</b> Le POI ne permet pas d'identifier clairement les actions à entreprendre par chaque acteur du POI et n'est pas opérationnel.  Une mise à jour du POI est attendue d'ici juin 2026  <b>La suite n°20250506-2 de l'inspection du 06 mai 2026 n'est pas levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Plan d'opération interne – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Articulation avec services d'urgence externes
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; [...]
<b>Constats :</b>  <b>Suite n°20250506-3 :</b> L'exploitant ne dispose pas dans son POI des informations et des ressources visant à guider les services d'urgence externes sur le site et ne met pas à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.  Une mise à jour du POI est attendue d'ici juin 2026. Le jour de l'inspection l'état des stocks était disponible au poste de garde.  <b>La suite n°20250506-3 de l'inspection du 06 mai 2026 n'est pas levée.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 18 : Détection fumées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/03/2014, article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Des essais et des visites périodiques du matériel, des moyens de secours et également des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales doivent être effectués aussi souvent que nécessaire et à minima annuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite le report du système de détection de fumée dans le local du poste de garde affichait une nouvelle fois la mention « hors service » comme lors de visites en 2024 et 2025. Ceci, selon l'exploitant, est dû à un dysfonctionnement sur une ligne de la cellule 6. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'un dysfonctionnement sur une ligne n'entraîne pas implicitement l'arrêt de tout le système de détection.</p> <p>A ce titre, l'Inspection a visité la centrale de la détection de fumée qui affichait également une mention « hors service » mais effectivement pas la mention « système hors service ».</p> <p>Aussi, l'exploitant a confirmé que malgré la présence d'un dérangement sur une seule ligne de la cellule 6, une détection de fumée dans cette cellule reste fonctionnelle.</p> <p>Le dérangement récent (depuis le 10/02/2026) de ce linéaire a pu être vérifié sur l'écran de ladite centrale.</p> <p>Malgré ce qui précède, et en l'absence d'un essai réel pouvant démontrer que la détection de fumée reste opérationnelle en cas de dysfonctionnement sur un linéaire, l'exploitant doit justifier que le système de détection reste fonctionnel en cas d'indisponibilité d'un linéaire (éléments de la notice, attestation du fabricant,...).</p> <p><b>Suite 20260213-3 : L'exploitant devra justifier que l'ensemble du système de détection de fumée reste bien fonctionnel malgré l'indisponibilité d'un linéaire.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois